



## **diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1964 - 16 mars 1995 - 6 F

### **D 1964 MEXIQUE : COMLOT POLITIQUE CONTRE MGR RUIZ**

Les événements du Chiapas se sont précipités suite à la crise financière mexicaine (cf. DIAL D 1949). Sur le plan économique, le gouvernement adoptait le 3 janvier 1995 un plan d'austérité qui lui permettait de bénéficier, le 31 janvier suivant, d'une aide financière massive nord-américaine et internationale. Sur le plan politique, en contrepartie, le gouvernement durcissait les positions au Chiapas. En effet, le 9 février, le président Zedillo adressait à la nation un message sévère pour l'EZLN et le mouvement indien; il annonçait l'identité présumée du "sous-commandant Marcos" et donnait l'ordre d'arrêter les dirigeants du mouvement. Le même jour l'armée mexicaine ratissait le territoire "occupé" par les zapatistes, lesquels se réfugiaient sans combattre dans les montagnes.

Parallèlement les milieux gouvernementaux déclenchaient un plan de neutralisation de Mgr Samuel Ruiz, l'évêque de San Cristóbal de Las Casas médiateur (cf. DIAL D 1870) entre le mouvement indien et le gouvernement. Le 14 février, la démission du gouverneur du Chiapas récemment élu devait permettre d'exiger le retrait du médiateur et du "gouverneur" Avendaño choisi parallèlement par l'opposition politique. Des manifestations violentes contre Mgr Ruiz créaient un climat propice à cette mise à l'écart. Mais la manoeuvre allait rater. Récit ci-dessous, tiré de **El Universal** du 1er mars 1995.

En second document nous donnons le récit - étonnant à quatre siècles de distance - des campagnes d'opposition contre le premier et célèbre évêque de San Cristóbal: Bartolomé de Las Casas. Un texte à ne pas manquer pour son actualité en 1995.

Note DIAL

### **1. L'opération de neutralisation de Mgr Ruiz comme médiateur**

#### **FEU SUR MGR SAMUEL RUIZ !**

par Carlos Fazio

Depuis le jour où les milieux durs ont réussi à imposer leur logique guerrière dans le conflit du Chiapas - celle qui vise à l'extermination de la guérilla zapatiste sous l'habillage, aux fins de diversion, d'un langage démagogique de paix et de négociation - l'un des objectifs centraux de la stratégie a été de retirer du jeu Samuel Ruiz, l'évêque de San Cristóbal.

A l'unanimité des groupes de pouvoir au Chiapas et au Mexique, Mgr Samuel est un acteur gênant qu'il faut éliminer. D'où l'opération de diabolisation selon différents scénarios apparemment sans liens entre eux.

De façon générale et au niveau du discours, tous ceux qui se sont prononcés sur le conflit du Chiapas disent vouloir des négociations pour parvenir à une paix digne et juste. Il n'en reste pas moins, pour quiconque cherche à voir et à comprendre sans se laisser manipuler par la propagande officielle, que l'objectif est d'obtenir une reddition sans condition de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Telle est la logique de l' "issue pénale" expérimentée ces derniers jours par le président Ernesto Zedillo et ses conseillers du renseignement militaire. Après que l'armée ait repoussé les zapatistes dans les monts Azules et lancé une vaste campagne psychologique de discrédit de leurs dirigeants, le gouvernement cherche à tourner ses batteries sur la loi dite d'amnistie qui, dans sa version pénale, implique la reddition des "délinquants" insurgés et la remise de leurs armes.

Dans ce véritable jeu d'échecs qui se joue au Chiapas, la figure de Samuel Ruiz est centrale. Pour les puissants - l'oligarchie du Chiapas, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le gouvernement fédéral et le nonce apostolique Girolamo Prigione - l'évêque de San Cristóbal constitue un facteur de changement préjudiciable à leurs intérêts. Mgr Samuel, c'est la paix et les changements. Mais toutes les instances qui lui sont adverses veulent la paix des cimetières, aussi sont-elles en faveur, par action ou par omission, de la disparition des Indiens.

Samuel Ruiz n'est pas un acteur neutre. Il a, depuis trente ans, fait clairement le choix en faveur des Indiens. Cela lui a valu très vite d'être considéré comme l'ennemi des éleveurs, exploitants agricoles et caciques "priistes<sup>1</sup>" du Chiapas. Son principal crime est d'avoir mis les Indiens debout, de leur avoir rendu la dignité et la place d'acteurs de leur histoire, d'en avoir fait des Mexicains conscients de leurs droits, de leur culture et de leurs traditions.

Avec l'émergence du néo-zapatisme du 1er janvier 1994, l'évêque est redevenu la cible des attaques. Une campagne systématique et démesurée de méchante propagande a entrepris en permanence de le rattacher à l'EZLN. Et cependant le gouvernement précédent puis le gouvernement du président Zedillo ont dû se résoudre à accepter la médiation de Samuel Ruiz pour pouvoir parvenir à une issue négociée. Si l'évêque a accepté d'être médiateur - demandé par les deux parties en lice - c'est parce que, derrière l'EZLN, il voit le peuple indien qui lutte pour son droit à être mexicain à part entière. Mais à tout moment, comme pasteur et médiateur, il a gardé ses distances par rapport au mouvement, tant dans sa structure, l'EZLN, que dans son moyen, la lutte armée.

Mais l'offensive de diversion de ces derniers jours vise à l'expulser de sa place de médiateur, à lui retirer son rôle dans la Commission nationale de médiation (CONAI) et, sur la lancée, à obtenir également son déplacement comme évêque de San Cristóbal.

Depuis que le 9 février, le président Zedillo a opté pour la solution judiciaire et militaire (qui suppose l'anéantissement de l'EZLN ou sa reddition sans condition), divers milieux sociaux se sont mis simultanément à attaquer Samuel Ruiz, avec l'objectif de briser le lien évêque/médiateur.

Les services de renseignement militaires ont alimenté la "logique pénale" et ont finalement réussi à emporter l'adhésion officielle du procureur général de la République dans le sens d'une poursuite des "délinquants". Il s'en est suivi une farouche campagne d'hostilité envers l'évêque et son diocèse, l'un et l'autre "suspects de complicité" avec les insurgés.

C'est dans ce contexte que le président Zedillo a fait venir au palais présidentiel Los Pinos les cardinaux Ernesto Corripio (Mexico), Adolfo Suárez (Monterrey) et Antonio Sandoval (Guadalajara) pour leur annoncer la mesure à l'encontre de Mgr Samuel. Mais les cardinaux Corripio et Suárez ont contesté la validité des imputations du président de la République et de son chef de la police Antonio Lozano Garcia. Il y a eu une deuxième rencontre à Los Pinos à laquelle ont assisté Mgr Corripio et Mgr Suárez (qui ont écarté Mgr Sandoval, porte-parole officieux du nonce Prigione), ainsi que Mgr Samuel Ruiz. Là, en présence de M. Zedillo et du secrétaire d'État à l'intérieur, Esteban Moctezuma, le chef de la police Lozano a accusé Mgr Samuel de couvrir l'EZLN et de le financer. Ce qui signifiait implicitement la mise en état d'arrestation de l'évêque.

<sup>1</sup> Membres du PRI (NdT).

Calmement Mgr Ruiz a expliqué sa position et déclaré que tout le monde au gouvernement connaissait l'existence d'une guérilla au Chiapas, à commencer par l'ancien gouverneur de l'État, Patrocinio González Garrido, allié politique de l'ancien président de la République Carlos Salinas. Le ministère de la défense était également au courant, par ses chefs militaires au Chiapas. Ce qui était également le cas du gouvernement fédéral et de l'armée qui ont dissimulé l'existence de la guérilla.

L'argumentation de Samuel Ruiz et le soutien apporté à sa gestion d'évêque par les cardinaux Corripio et Suárez ont conduit le président à lui "rendre sa copie". Moyennant quoi le dossier Samuel Ruiz reste toujours sur la table à Los Pinos et ailleurs. Ainsi s'explique l'arrestation de Jorge Santiago Santiago<sup>2</sup> accusé d'être membre de l'EZLN: faire pression sur le diocèse, le harceler.

L'attelage Prigione-Sandoval sert au gouvernement à forcer le Vatican pour qu'il prenne une mesure contre Samuel Ruiz. Pour Mgr Prigione, il est notoire que l'évêque de San Cristóbal incarne un nouveau modèle d'Eglise qui s'oppose au projet autoritaire et de nouvelle chrétienté avancé par le pape Jean-Paul II.

Mgr Prigione a lui-même été manipulé par la tête visible de l'oligarchie chiapanèque, Patrocinio González Garrido, lequel a également réussi à manipuler ces jours-ci Eduardo Robledo Rincón - démissionnaire, pour incapacité, de son tout récent poste de gouverneur du Chiapas - toujours dans le même but: déplacer Mgr Samuel de son diocèse. On retrouve la main du même Patrocinio González Garrido derrière les escadrons de la mort et les "vrais habitants de San Cristóbal"<sup>3</sup> qui, à la manière de la "triple A" d'Argentine<sup>4</sup>, de la Jeunesse uruguayenne debout (JUP) et des "manifestations aux casseroles" de Pinochet au Chili, sont les germes du fascisme dans le Sud-Est mexicain.

On cherche à exciter contre Mgr Samuel un groupe d'"incontrôlés" dans le but de créer un climat de lynchage - avec le soutien d'un véritable raz-de-marée de journalistes au petit pied et de scribouillards dans les médias - par manière de préparer l'opinion publique à l'éventuelle élimination physique de l'évêque. Ce n'est pas là simple hypothèse: l'histoire latino-américaine récente regorge d'exemples de ce genre, à commencer par l'assassinat de l'archevêque de San Salvador, Oscar Arnulfo Romero.

Devant une telle logique de guerre et d'extermination, il faut pousser dans le sens d'une issue politique négociée. Sinon l'actuelle "dictamolle" laissera la place à une "dictature"<sup>5</sup> sans masque qui est de toute manière, nous le savons, ce qu'il y a de pire.

## 2. De Bartolomé de Las Casas en 1545 à "Samuel de Las Casas" en 1995

Chronique d'anniversaire 1545-1995

DON SAMUEL DE LAS CASAS

par André Aubry

"Foutez le camp!", criait-on au premier évêque de Ciudad Real, d'abord au printemps puis à l'hiver de 1545. L'Eglise de San Cristóbal vit depuis quatre cent cinquante ans en état de résistance.

Les chroniqueurs ont attribué la responsabilité de cette campagne à la municipalité, et tout particulièrement à un conseiller municipal déterminé. Au printemps, à la veille de la Pâque de résurrection, le corps du "délit" avait été le

<sup>2</sup> Jorge Santiago Santiago, arrêté le 10 février 1995 (et toujours emprisonné un mois plus tard), est le coordinateur de l'organisme diocésain DESMI-Développement économique et social des Mexicains indiens (NdT).

<sup>3</sup> Les grandes familles d'exploitants agricoles du Chiapas (NdT).

<sup>4</sup> "Alliance anticommuniste argentine" (NdT).

<sup>5</sup> Jeu de mots intraduisible sur le mot "dictature", en espagnol "dictadura" (NdT).

*Confesionario* du Frère Bartolomé de Las Casas. Ce manuel pastoral avait pris une coloration politique du fait qu'il concluait à l'illégitimité de la Conquête: il refusait l'absolution à celui qui ne renoncerait pas à son *encomienda* (l'exploitation agricole de l'époque) et à celui qui ne restituerait pas ce qu'il avait volé aux Indiens<sup>6</sup>. En hiver, à la veille de Noël, la cause de la campagne contre l'évêque Bartolomé de Las Casas avait été son retour de Castille, alors qu'il était accompagné d'un magistrat du Royaume chargé de veiller à l'application des Lois nouvelles<sup>7</sup> qui interdisaient l'esclavage et les corvées forcées et gratuites des Indiens.

La source principale d'information est le journal du dominicain lascasien, Frère Tomás de la Torre, enrichi des faits rapportés par Remesal, Ximénez et Quintana. Toutes ces données ont été reprises en une synthèse pratique par Hermilo López Sánchez (dans ses classiques *Notes historiques de San Cristóbal*) le célèbre père d'un inspirateur notoire des "authentiques<sup>8</sup>". Voici la trame de ce qu'on y lit.

La première occasion de désordre, à l'arrivée de l'évêque, a été sa théologie que ne partageaient pas les religieux, les clercs séculiers et les mercédaires, lesquels oeuvraient dans le diocèse, acéphale depuis sa création. *"Ils ne croient pas plus en notre théologie et à nos opinions que les Maures à l'évangile"*, signale le Frère Tomás. Mais la réputation internationale de l'évêque était telle que, même au sein du groupe d'opposants, le Frère Bartolomé avait des amis: ceux-ci lui ont donné un toit, la nourriture et leur affection dans une maison des mercédaires (pas dans leur couvent) alors que la municipalité interdisait, à coups d'amendes pour les habitants de San Cristóbal et de fouet pour les Indiens, d'accueillir et de nourrir l'évêque et ses dominicains. Elle avait même fait placer un arquebusier devant sa maison. Les mécontents se sont rassemblés et ont envahi la maison de l'évêque en allant jusque dans sa chambre. *"Ils ont tenu à l'évêque des propos particulièrement injurieux et la colère était telle qu'un porteur d'arquebuse avait juré de le tuer. Mais ils sont sortis de là confondus par la paix et le calme avec lesquels monseigneur l'évêque les avait écoutés et renvoyés chez eux."*

Le 24 décembre 1545, la municipalité a convoqué le peuple en faisant sonner la grosse cloche. C'était pour contrer l'autorité de l'évêque et empêcher son retour à San Cristóbal après son voyage au Guatemala au sujet des Lois nouvelles. Ils ont posté des Indiens choisis parmi leurs péons pour bloquer le passage et lui présenter les conditions posées par le conseil municipal à son entrée en ville: n'apporter aucune innovation mais agir comme les autres évêques, et ne pas appliquer la taxation des terres prévue par la nouvelle législation. Si l'évêque s'y refusait, il ne serait pas toléré à San Cristóbal, son autorité ne serait pas reconnue et une délégation de procureurs serait envoyée au tribunal et à la Cour, *"les dépenses étant à la charge de toutes les personnes intéressées qui apposent leur signature au bas de la pétition"*. Les Indiens qui soutenaient le Frère Bartolomé lui ont facilité le passage, mais c'est alors que s'est produite, en cette année 1545, la première édition de l'agression qui se reproduirait le dimanche 19 février 1995<sup>9</sup>. La situation s'est présentée comme elle se présente aujourd'hui: *"Les raisons fondamentales de la contradiction et du rejet étaient toujours les mêmes et il était impossible de les faire disparaître: les manifestants ne pouvaient renoncer à leurs esclaves et à leurs exploitations illicites, et l'évêque ne pouvait en conscience y acquiescer."*

<sup>6</sup> Sur la conquête à la date de 1511 dans l'île Espagnole, cf. n° spécial de DIAL 1683 du 30 avril 1992 "Le cri de l'île Espagnole" (NdT).

<sup>7</sup> Signées en 1542, ces lois du Royaume de Castille, sous l'influence de Bartolomé de Las Casas, tendaient à une humanisation de la Conquête (Ndt).

<sup>8</sup> "Vrais habitants de San Cristóbal", à savoir les grandes familles de propriétaires terriens en 1545 comme en 1995 (NdT).

<sup>9</sup> Le 19 février 1995, un groupe de plusieurs centaines de personnes à la solde des propriétaires terriens et éleveurs du Chiapas, opposés à Mgr Samuel Ruiz, s'en prenaient violemment aux bâtiments de l'évêché de San Cristóbal (NdT).

Alors que l'histoire a évidemment donné raison à Las Casas, une telle situation ne peut que surprendre les acteurs et les témoins des événements quand ils se produisent sous leurs yeux. L'agitation a divisé l'Église. En dépit du soutien des dominicains, des franciscains et d'autorités officielles en provenance de la moitié du monde, l'Église et la société étaient divisées: Torquemada et Zumárragua ont défendu Las Casas, mais Motolinia, avec le soutien de l'homme politique Montejo, demandait qu'il soit déposé; Marroquín, évêque de Guatemala, est passé de l'attitude de protecteur à celle d'ennemi; le dominicain Remesal, des années plus tard et malgré le soutien de l'évêque Zapata de Chiapas, a été condamné par l'Inquisition pour ses éloges de Las Casas.

Durant ses quatre cent cinquante années d'existence, l'Église locale a connu les mêmes assauts puisque le panorama de Chiapas restait toujours le même: l'évêque octogénaire de Ciudad Real, Villaescusa (1650) a été frappé lors de sa visite pastorale à Soconusco par les soldats du gouverneur; l'évêque érudit Polanco (1776) a été traité de "séditieux" et d'"agitateur d'Indiens" par le gouvernement civil et les évêques du Guatemala; et l'évêque Samartín (1821) a été qualifié de "subversif" parce qu'il défendait le droit des gens en faveur des Indiens.

Celui qui est l'inspirateur des quatre évangiles a aussi été accusé de diviser son peuple, au point que les foules, ameutées par le sanhédrin et les pontifes pour justifier une opération historique grâce au populisme, lui ont crié qu'il méritait d'être éliminé. Je laisse le sujet à ceux qui savent faire des homélies. Pour ma part, je me contenterai du commentaire que les transporteurs de San Cristóbal de Las Casas aiment peindre à l'arrière de leurs véhicules: "Si on parle ainsi de Dieu, que dira-t-on de moi?"

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)